01000960406960020

1603

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 96**

4 Ιουνίου 1996

(Το παρόν ΦΕΚ αναδημοσιεύεται λόγω σφάλματος)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2400

Κύρωση του Πρωτοκόλλου υπ' αριθμ. 11 στη Σύμβαση για την Προστασία των Δικαιωμάτων του Ανθρώπου και των Θεμελιωδών Ελευθεριών, στο πλαίσιο της αναμόρφωσης του μηχανισμού ελέγχου που θεσπίστηκε από τη Σύμβαση.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, το Πρωτόκολλο υπ' αριθμ. 11 στη Σύμβαση για την Προστασία των Δικαιωμάτων του Ανθρώπου και των Θεμελιωδών Ελευθεριών, στο πλαίσιο της αναμόρφωσης του μηχανισμού ελέγχου που θεσπίστηκε από τη Σύμβαση, το οποίο υπογράφηκε στο Στρασβούργο στις 11 Μαΐου 1994 και του οποίου το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

Protocole n° 11 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la Convention

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée «la Convention»),

Considérant qu'il est nécessaire et urgent de restructurer le mécanisme de contrôle établi par la Convention afin de maintenir et de renforcer l'efficacité de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales prévue par la Convention, en raison principalement de l'augmentation des requêtes et du nombre croissant des membres du Conseil de l'Europe;

Considérant qu'il convient par conséquent d'amender certaines dispositions de la Convention en vue, notamment, de remplacer la Commission et la Cour européennes des Droits de l'Homme existantes par une nouvelle Cour permanente;

Vu la Résolution n° 1 adoptée lors de la Conférence ministérielle européenne sur les droits de l'homme, tenue à Vienne les 19 et 20 mars 1985;

Vu la Recommandation 1194 (1992), adoptée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 6 octobre 1992;

Vu la décision prise sur la réforme du mécanisme de contrôle de la Convention par les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres du Conseil de l'Europe dans la Déclaration de Vienne du 9 octobre 1993,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Le texte des titres II à IV de la Convention (articles 19 à 56) et le Protocole n° 2 attribuant à la Cour européenne des Droits de l'Homme la compétence de donner des avis consultatifs sont remplacés par le titre II suivant de la Convention (articles 19 à 51):

«Titre II – Cour européenne des Droits de l'Homme

Article 19 – Institution de la Cour

Afin d'assurer le respect des engagements résultant pour les Hautes Parties contractantes de la présente Convention et de ses protocoles, il est institué une Cour européenne des Droits de l'Homme, ci-dessous nommée «la Cour». Elle fonctionne de façon permanente.

Article 20 – Nombre de juges

La Cour se compose d'un nombre de juges égal à celui des Hautes Parties contractantes.

Article 21 – Conditions d'exercice des fonctions

1 Les juges doivent jouir de la plus haute considération morale et réunir les conditions requises pour l'exercice de hautes fonctions judiciaires ou être des jurisconsultes possédant une compétence notoire.

2 Les juges siègent à la Cour à titre individuel.

3 Pendant la durée de leur mandat, les juges ne peuvent exercer aucune activité incompatible avec les exigences d'indépendance, d'impartialité ou de disponibilité requise par une activité exercée à plein temps; toute question soulevée en application de ce paragraphe est tranchée par la Cour.

Article 22 – Election des juges

1 Les juges sont élus par l'Assemblée parlementaire au titre de chaque Haute Partie contractante, à la majorité des voix exprimées, sur une liste de trois candidats présentés par la Haute Partie contractante.

2 La même procédure est suivie pour compléter la Cour en cas d'adhésion de nouvelles Hautes Parties contractantes et pourvoir les sièges devenus vacants.

Article 23 – Durée du mandat

1 Les juges sont élus pour une durée de six ans. Ils sont rééligibles. Toutefois, les mandats d'une moitié des juges désignés lors de la première élection prendront fin au bout de trois ans.

2 Les juges dont le mandat prendra fin au terme de la période initiale de trois ans sont désignés par tirage au sort effectué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, immédiatement après leur élection.

3 Afin d'assurer, dans la mesure du possible, le renouvellement des mandats d'une moitié des juges tous les trois ans, l'Assemblée parlementaire peut, avant de procéder à toute élection ultérieure, décider qu'un ou plusieurs mandats des juges à élire auront une durée autre que celle de six ans, sans qu'elle puisse toutefois excéder neuf ans ou être inférieure à trois ans.

4 Dans le cas où il y a lieu de conférer plusieurs mandats et où l'Assemblée parlementaire fait application du paragraphe précédent, la répartition des mandats s'opère suivant un tirage au sort effectué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe immédiatement après l'élection.

5 Le juge élu en remplacement d'un juge dont le mandat n'est pas expiré achève le mandat de son prédécesseur.

6 Le mandat des juges s'achève dès qu'ils atteignent l'âge de 70 ans.

7 Les juges restent en fonctions jusqu'à leur remplacement. Ils continuent toutefois de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

Article 24 – Révocation

Un juge ne peut être relevé de ses fonctions que si les autres juges décident, à la majorité des deux tiers, qu'il a cessé de répondre aux conditions requises.

Article 25 – Greffe et référendaires

La Cour dispose d'un greffe dont les tâches et l'organisation sont fixées par le règlement de la Cour. Elle est assistée de référendaires.

Article 26 – Assemblée plénière de la Cour

La Cour réunie en Assemblée plénière

a élit, pour une durée de trois ans, son président et un ou deux vice-présidents ; ils sont rééligibles ;

b constitue des Chambres pour une période déterminée ;

c élit les présidents des Chambres de la Cour, qui sont rééligibles ;

d adopte le règlement de la Cour ; et

e élit le greffier et un ou plusieurs greffiers adjoints.

Article 27 – Comités, Chambres et Grande Chambre

1 Pour l'examen des affaires portées devant elle, la Cour siège en comités de trois juges, en Chambres de sept juges et en une Grande Chambre de dix-sept juges. Les Chambres de la Cour constituent les comités pour une période déterminée.

2 Le juge élu au titre d'un Etat partie au litige est membre de droit de la Chambre et de la Grande Chambre ; en cas d'absence de ce juge, ou lorsqu'il n'est pas en mesure de siéger, cet Etat partie désigne une personne qui siège en qualité de juge.

3 Font aussi partie de la Grande Chambre le président de la Cour, les vice-présidents, les présidents des Chambres et d'autres juges désignés conformément au règlement de la Cour. Quand l'affaire est déférée à la Grande Chambre en vertu de l'article 43, aucun juge de la Chambre qui a rendu l'arrêt ne peut y siéger, à l'exception du président de la Chambre et du juge ayant siégé au titre de l'Etat partie intéressé.

Article 28 – Déclarations d'irrecevabilité par les comités

Un comité peut, par vote unanime, déclarer irrecevable ou rayer du rôle une requête individuelle introduite en vertu de l'article 34 lorsqu'une telle décision peut être prise sans examen complémentaire. La décision est définitive.

Article 29 – Décisions des Chambres sur la recevabilité et le fond

1 Si aucune décision n'a été prise en vertu de l'article 28, une Chambre se prononce sur la recevabilité et le fond des requêtes individuelles introduites en vertu de l'article 34.

2 Une Chambre se prononce sur la recevabilité et le fond des requêtes étatiques introduites en vertu de l'article 33.

3 Sauf décision contraire de la Cour dans des cas exceptionnels, la décision sur la recevabilité est prise séparément.

Article 30 – Dessaisissement en faveur de la Grande Chambre

Si l'affaire pendante devant une Chambre soulève une question grave relative à l'interprétation de la Convention ou de ses protocoles, ou si la solution d'une question peut conduire à une contradiction avec un arrêt rendu antérieurement par la Cour, la Chambre peut, tant qu'elle n'a pas rendu son arrêt, se dessaisir au profit de la Grande Chambre, à moins que l'une des parties ne s'y oppose.

Article 31 – Attributions de la Grande Chambre

La Grande Chambre

a se prononce sur les requêtes introduites en vertu de l'article 33 ou de l'article 34 lorsque l'affaire lui a été déférée par la Chambre en vertu de l'article 30 ou lorsque l'affaire lui a été déférée en vertu de l'article 43 ; et

b examine les demandes d'avis consultatifs introduites en vertu de l'article 47.

Article 32 – Compétence de la Cour

1 La compétence de la Cour s'étend à toutes les questions concernant l'interprétation et l'application de la Convention et de ses protocoles qui lui seront soumises dans les conditions prévues par les articles 33, 34 et 47.

2 En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide.

Article 33 – Affaires interétatiques

Toute Haute Partie contractante peut saisir la Cour de tout manquement aux dispositions de la Convention et de ses protocoles qu'elle croira pouvoir être imputé à une autre Haute Partie contractante.

Article 34 – Requêtes individuelles

La Cour peut être saisie d'une requête par toute personne physique, toute organisation non gouvernementale ou tout groupe de particuliers qui se prétend victime d'une violation par l'une des Hautes Parties contractantes des droits reconnus dans la Convention ou ses protocoles. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver par aucune mesure l'exercice efficace de ce droit.

Article 35 – Conditions de recevabilité

1 La Cour ne peut être saisie qu'après l'épuisement des voies de recours internes, tel qu'il est entendu selon les principes de droit international généralement reconnus, et dans un délai de six mois à partir de la date de la décision interne définitive.

2 La Cour ne retient aucune requête individuelle introduite en application de l'article 34, lorsque

a elle est anonyme ; ou

b elle est essentiellement la même qu'une requête précédemment examinée par la Cour ou déjà soumise à une autre instance internationale d'enquête ou de règlement, et si elle ne contient pas de faits nouveaux.

3 La Cour déclare irrecevable toute requête individuelle introduite en application de l'article 34, lorsqu'elle estime la requête incompatible avec les dispositions de la Convention ou de ses protocoles, manifestement mal fondée ou abusive.

4 La Cour rejette toute requête qu'elle considère comme irrecevable en application du présent article. Elle peut procéder ainsi à tout stade de la procédure.

Article 36 – Tierce intervention

1 Dans toute affaire devant une Chambre ou la Grande Chambre, une Haute Partie contractante dont un ressortissant est requérant a le droit de présenter des observations écrites et de prendre part aux audiences.

2 Dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, le président de la Cour peut inviter toute Haute Partie contractante qui n'est pas partie à l'instance ou toute personne intéressée autre que le requérant à présenter des observations écrites ou à prendre part aux audiences.

Article 37 – Radiation

1 A tout moment de la procédure, la Cour peut décider de rayer une requête du rôle lorsque les circonstances permettent de conclure

a que le requérant n'entend plus la maintenir; ou

b que le litige a été résolu; ou

c que, pour tout autre motif dont la Cour constate l'existence, il ne se justifie plus de poursuivre l'examen de la requête.

Toutefois, la Cour poursuit l'examen de la requête si le respect des droits de l'homme garantis par la Convention et ses protocoles l'exige.

2 La Cour peut décider la réinscription au rôle d'une requête lorsqu'elle estime que les circonstances le justifient.

Article 38 – Examen contradictoire de l'affaire et procédure de règlement amiable

1 Si la Cour déclare une requête recevable, elle

a poursuit l'examen contradictoire de l'affaire avec les représentants des parties et, s'il y a lieu, procède à une enquête pour la conduite efficace de laquelle les Etats intéressés fourniront toutes facilités nécessaires;

b se met à la disposition des intéressés en vue de parvenir à un règlement amiable de l'affaire s'inspirant du respect des droits de l'homme tels que les reconnaissent la Convention et ses protocoles.

2 La procédure décrite au paragraphe 1.b est confidentielle.

Article 39 – Conclusion d'un règlement amiable

En cas de règlement amiable, la Cour raye l'affaire du rôle par une décision qui se limite à un bref exposé des faits et de la solution adoptée.

Article 40 – Audience publique et accès aux documents

1 L'audience est publique à moins que la Cour n'en décide autrement en raison de circonstances exceptionnelles.

2 Les documents déposés au greffe sont accessibles au public à moins que le président de la Cour n'en décide autrement.

Article 41 – Satisfaction équitable

Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable.

Article 42 – Arrêts des Chambres

Les arrêts des Chambres deviennent définitifs conformément aux dispositions de l'article 44, paragraphe 2.

Article 43 – Renvoi devant la Grande Chambre

1 Dans un délai de trois mois à compter de la date de l'arrêt d'une Chambre, toute partie à l'affaire peut, dans des cas exceptionnels, demander le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre.

2 Un collège de cinq juges de la Grande Chambre accepte la demande si l'affaire soulève une question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses protocoles, ou encore une question grave de caractère général.

3 Si le collège accepte la demande, la Grande Chambre se prononce sur l'affaire par un arrêt.

Article 44 – Arrêts définitifs

1 L'arrêt de la Grande Chambre est définitif.

2 L'arrêt d'une Chambre devient définitif

a lorsque les parties déclarent qu'elles ne demanderont pas le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre ; ou

b trois mois après la date de l'arrêt, si le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre n'a pas été demandé ; ou

c lorsque le collège de la Grande Chambre rejette la demande de renvoi formulée en application de l'article 43.

3 L'arrêt définitif est publié.

Article 45 – Motivation des arrêts et décisions

1 Les arrêts, ainsi que les décisions déclarant des requêtes recevables ou irrecevables, sont motivés.

2 Si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, tout juge a le droit d'y joindre l'exposé de son opinion séparée.

Article 46 – Force obligatoire et exécution des arrêts

1 Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se conformer aux arrêts définitifs de la Cour dans les litiges auxquels elles sont parties.

2 L'arrêt définitif de la Cour est transmis au Comité des Ministres qui en surveille l'exécution.

Article 47 – Avis consultatifs

1 La Cour peut, à la demande du Comité des Ministres, donner des avis consultatifs sur des questions juridiques concernant l'interprétation de la Convention et de ses protocoles.

2 Ces avis ne peuvent porter ni sur les questions ayant trait au contenu ou à l'étendue des droits et libertés définis au titre I de la Convention et dans les protocoles ni sur les autres questions dont la Cour ou le Comité des Ministres pourraient avoir à connaître par suite de l'introduction d'un recours prévu par la Convention.

3 La décision du Comité des Ministres de demander un avis à la Cour est prise par un vote à la majorité des représentants ayant le droit de siéger au Comité.

Article 48 – Compétence consultative de la Cour

La Cour décide si la demande d'avis consultatif présentée par le Comité des Ministres relève de sa compétence telle que définie par l'article 47.

Article 49 – Motivation des avis consultatifs

1 L'avis de la Cour est motivé.

2 Si l'avis n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, tout juge a le droit d'y joindre l'exposé de son opinion séparée.

3 L'avis de la Cour est transmis au Comité des Ministres.

Article 50 – Frais de fonctionnement de la Cour

Les frais de fonctionnement de la Cour sont à la charge du Conseil de l'Europe.

Article 51 – Privilèges et immunités des juges

Les juges jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités prévus à l'article 40 du Statut du Conseil de l'Europe et dans les accords conclus au titre de cet article.»

Article 2

1 Le titre V de la Convention devient le titre III de la Convention; l'article 57 de la Convention devient l'article 52 de la Convention; les articles 58 et 59 de la Convention sont supprimés, et les articles 60 à 66 de la Convention deviennent respectivement les articles 53 à 59 de la Convention.

2 Le titre I de la Convention s'intitule «Droits et libertés» et le nouveau titre III «Dispositions diverses». Les intitulés figurant à l'annexe du présent Protocole ont été attribués aux articles 1 à 18 et aux nouveaux articles 52 à 59 de la Convention.

3 Dans le nouvel article 56, au paragraphe 1, insérer les mots «, sous réserve du paragraphe 4 du présent article,» après le mot «s'appliquera»; au paragraphe 4, les mots «Commission» et «conformément à l'article 25 de la présente Convention» sont respectivement remplacés par les mots «Cour» et «, comme le prévoit l'article 34 de la Convention». Dans le nouvel article 58, paragraphe 4, les mots «l'article 63» sont remplacés par les mots «l'article 56».

4 Le Protocole additionnel à la Convention est amendé comme suit

a les articles sont présentés avec les intitulés énumérés à l'annexe du présent Protocole ; et

b à l'article 4, dernière phrase, les mots «de l'article 63» sont remplacés par les mots «de l'article 56».

5 Le Protocole n° 4 est amendé comme suit

a les articles sont présentés avec les intitulés énumérés à l'annexe du présent Protocole ;

b à l'article 5, paragraphe 3, les mots «de l'article 63» sont remplacés par les mots «de l'article 56»; un nouveau paragraphe 5 s'ajoute et se lit comme suit

«Tout Etat qui a fait une déclaration conformément au paragraphe 1 ou 2 du présent article peut, à tout moment par la suite, déclarer relativement à un ou plusieurs des territoires visés dans cette déclaration qu'il accepte la compétence de la Cour pour connaître des requêtes de personnes physiques, d'organisations non gouvernementales ou de groupes de particuliers, comme le prévoit l'article 34 de la Convention, au titre des articles 1 à 4 du présent Protocole ou de certains d'entre eux.»; et

c le paragraphe 2 de l'article 6 est supprimé.

6 Le Protocole n° 6 est amendé comme suit

a les articles sont présentés avec les intitulés énumérés à l'annexe du présent Protocole ; et

b à l'article 4, les mots «en vertu de l'article 64» sont remplacés par les mots «en vertu de l'article 57».

7 Le Protocole n° 7 est amendé comme suit

a les articles sont présentés avec les intitulés énumérés à l'annexe du présent Protocole ;

b à l'article 6, paragraphe 4, les mots «de l'article 63» sont remplacés par les mots «de l'article 56»; un nouveau paragraphe 6 s'ajoute et se lit comme suit

«Tout Etat ayant fait une déclaration conformément au paragraphe 1 ou 2 du présent article peut, à tout moment par la suite, déclarer relativement à un ou plusieurs des territoires visés dans cette déclaration qu'il accepte la compétence de la Cour pour connaître

des requêtes de personnes physiques, d'organisations non gouvernementales ou de groupes de particuliers, comme le prévoit l'article 34 de la Convention, au titre des articles 1 à 5 du présent Protocole.»; et

c le paragraphe 2 de l'article 7 est supprimé.

8 Le Protocole n° 9 est abrogé.

Article 3

1 Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe signataires de la Convention, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par

a signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ; ou

b signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2 Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 4

Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un an après la date à laquelle toutes les Parties à la Convention auront exprimé leur consentement à être liées par le Protocole conformément aux dispositions de l'article 3. L'élection des nouveaux juges pourra se faire, et toutes autres mesures nécessaires à l'établissement de la nouvelle Cour pourront être prises, conformément aux dispositions du présent Protocole, à partir de la date à laquelle toutes les Parties à la Convention auront exprimé leur consentement à être liées par le Protocole.

Article 5

1 Sans préjudice des dispositions des paragraphes 3 et 4 ci-dessous, le mandat des juges, membres de la Commission, greffier et greffier adjoint expire à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole.

2 Les requêtes pendantes devant la Commission qui n'ont pas encore été déclarées recevables à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole sont examinées par la Cour conformément aux dispositions du présent Protocole.

3 Les requêtes déclarées recevables à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole continuent d'être traitées par les membres de la Commission dans l'année qui suit. Toutes les affaires dont l'examen n'est pas terminé durant cette période sont transmises à la Cour qui les examine, en tant que requêtes recevables, conformément aux dispositions du présent Protocole.

4 Pour les requêtes pour lesquelles la Commission, après l'entrée en vigueur du présent Protocole, a adopté un rapport conformément à l'ancien article 31 de la Convention, le rapport est transmis aux parties qui n'ont pas la faculté de le publier. Conformément aux dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du présent Protocole, une affaire peut être déférée à la Cour. Le collège de la Grande Chambre détermine si l'une des Chambres ou la Grande Chambre doit se prononcer sur l'affaire. Si une Chambre se prononce sur l'affaire, sa décision est définitive. Les affaires non déférées à la Cour sont examinées par le Comité des Ministres agissant conformément aux dispositions de l'ancien article 32 de la Convention.

5 Les affaires pendantes devant la Cour dont l'examen n'est pas encore achevé à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole sont transmises à la Grande Chambre de la Cour, qui se prononce sur l'affaire conformément aux dispositions de ce Protocole.

6 Les affaires pendantes devant le Comité des Ministres dont l'examen en vertu de l'ancien article 32 n'est pas encore achevé à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole sont réglées par le Comité des Ministres agissant conformément à cet article.

Article 6

Dès lors qu'une Haute Partie contractante a reconnu la compétence de la Commission ou la juridiction de la Cour par la déclaration prévue à l'ancien article 25 ou à l'ancien article 46 de la Convention, uniquement pour les affaires postérieures, ou fondées sur des faits postérieurs, à ladite déclaration, cette restriction continuera à s'appliquer à la juridiction de la Cour aux termes du présent Protocole.

Article 7

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil

a toute signature ;

b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;

c la date d'entrée en vigueur du présent Protocole ou de certaines de ses dispositions conformément à l'article 4 ; et

d tout autre acte, notification ou communication ayant trait au présent Protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 11 mai 1994, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe.

Annexe

Intitulés des articles à insérer dans le texte de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et de ses protocoles*

Article 1 – Obligation de respecter les droits de l'homme
Article 2 – Droit à la vie
Article 3 – Interdiction de la torture
Article 4 – Interdiction de l'esclavage et du travail forcé
Article 5 – Droit à la liberté et à la sûreté
Article 6 – Droit à un procès équitable
Article 7 – Pas de peine sans loi
Article 8 – Droit au respect de la vie privée et familiale
Article 9 – Liberté de pensée, de conscience et de religion
Article 10 – Liberté d'expression
Article 11 – Liberté de réunion et d'association
Article 12 – Droit au mariage
Article 13 – Droit à un recours effectif
Article 14 – Interdiction de discrimination
Article 15 – Dérogation en cas d'état d'urgence
Article 16 – Restrictions à l'activité politique des étrangers
Article 17 – Interdiction de l'abus de droit
Article 18 – Limitation de l'usage des restrictions aux droits
[...]
Article 52 – Enquêtes du Secrétaire Général
Article 53 – Sauvegarde des droits de l'homme reconnus
Article 54 – Pouvoirs du Comité des Ministres
Article 55 – Renonciation à d'autres modes de règlement des différends
Article 56 – Application territoriale
Article 57 – Réserves
Article 58 – Dénonciation
Article 59 – Signature et ratification

Protocole additionnel

Article 1 – Protection de la propriété
Article 2 – Droit à l'instruction
Article 3 – Droit à des élections libres
Article 4 – Application territoriale
Article 5 – Relations avec la Convention
Article 6 – Signature et ratification

* Les intitulés des nouveaux articles 19 à 51 de la Convention figurent déjà dans le présent protocole.

Protocole n° 4

Article 1 – Interdiction de l'emprisonnement pour dette
Article 2 – Liberté de circulation
Article 3 – Interdiction de l'expulsion des nationaux
Article 4 – Interdiction des expulsions collectives d'étrangers
Article 5 – Application territoriale
Article 6 – Relations avec la Convention
Article 7 – Signature et ratification

Protocole n° 6

Article 1 – Abolition de la peine de mort
Article 2 – Peine de mort en temps de guerre
Article 3 – Interdiction de dérogations
Article 4 – Interdiction de réserves
Article 5 – Application territoriale
Article 6 – Relations avec la Convention
Article 7 – Signature et ratification
Article 8 – Entrée en vigueur
Article 9 – Fonctions du dépositaire

Protocole n° 7

Article 1 – Garanties procédurales en cas d'expulsion d'étrangers
Article 2 – Droit à un double degré de juridiction en matière pénale
Article 3 – Droit d'indemnisation en cas d'erreur judiciaire
Article 4 – Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois
Article 5 – Egalité entre époux
Article 6 – Application territoriale
Article 7 – Relations avec la Convention
Article 8 – Signature et ratification
Article 9 – Entrée en vigueur
Article 10 – Fonctions du dépositaire

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 11
ΣΤΗ ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ
ΤΩΝ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΩΝ ΤΟΥ ΑΝΘΡΩΠΟΥ ΚΑΙ ΤΩΝ
ΘΕΜΕΛΙΩΔΩΝ ΕΛΕΥΘΕΡΙΩΝ,
ΣΤΟ ΠΛΑΙΣΙΟ ΤΗΣ ΑΝΑΜΟΡΦΩΣΗΣ ΤΟΥ
ΜΗΧΑΝΙΣΜΟΥ ΕΛΕΓΧΟΥ ΠΟΥ ΘΕΣΠΙΣΤΗΚΕ
ΑΠΟ ΤΗ ΣΥΜΒΑΣΗ

Τα Κράτη-μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης, που υπογράφουν το παρόν Πρωτόκολλο στη Σύμβαση για την Προστασία των Δικαιωμάτων του Ανθρώπου και των Θεμελιωδών Ελευθεριών, που υπεγράφη στη Ρώμη στις 4 Νοεμβρίου 1950 (εφ' εξής αποκαλούμενη "η Σύμβαση"),

ΘΕΩΡΩΝΤΑΣ ότι είναι αναγκαία και ότι επείγει η αναμόρφωση του μηχανισμού ελέγχου που θεσπίστηκε από τη Σύμβαση, για το σκοπό της διατήρησης και της ενίσχυσης της αποτελεσματικότητας της προστασίας των δικαιωμάτων του ανθρώπου και των θεμελιωδών ελευθεριών που προβλέπεται από τη Σύμβαση, λόγω κυρίως της αύξησης των προσφυγών και του αυξανόμενου αριθμού των μελών του Συμβουλίου της Ευρώπης,

ΘΕΩΡΩΝΤΑΣ ότι αρμόζει, κατά συνέπεια, να τροποποιηθούν ορισμένες διατάξεις της εν λόγω Σύμβασης και συγκεκριμένα να αντικατασταθεί η υπάρχουσα Ευρωπαϊκή Επιτροπή και το υπάρχον Ευρωπαϊκό Δικαστήριο των Δικαιωμάτων του Ανθρώπου από ένα νέο μόνιμο Δικαστήριο,

ΕΧΟΝΤΑΣ ΥΠΟΨΗ την υπ' αριθ. 1 Απόφαση που υιοθετήθηκε κατά την Ευρωπαϊκή Υπουργική Διάσκεψη για τα Δικαιώματα του Ανθρώπου, που έλαβε χώρα στη Βιέννη στις 19 και 20 Μαρτίου 1985,

ΕΧΟΝΤΑΣ ΥΠΟΨΗ τη Σύσταση 1194 (1992), που υιοθετήθηκε από την Κοινοβουλευτική Συνέλευση του Συμβουλίου της Ευρώπης στις 6 Οκτωβρίου 1992,

ΕΧΟΝΤΑΣ ΥΠΟΨΗ την απόφαση που ελήφθη σχετικά με την αναθεώρηση του μηχανισμού ελέγχου της Σύμβασης από τους Αρχηγούς Κρατών και Κυβερνήσεων των Κρατών - μελών του Συμβουλίου της Ευρώπης στη Διακήρυξη της Βιέννης της 9ης Οκτωβρίου 1993,

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ:

ΑΡΘΡΟ 1

Το κείμενο των τίτλων II-IV της Σύμβασης (άρθρα 19-56) και το Πρωτόκολλο υπ' αριθμ. 2, με το οποίο το Ευρωπαϊκό Δικαστήριο των Δικαιωμάτων του Ανθρώπου καθίσταται αρμόδιο να παρέχει συμβουλευτικού χαρακτήρα γνωμοδοτήσεις, αντικαθίσταται από τον ακόλουθο τίτλο II της Σύμβασης (άρθρα 19-51):

"Τίτλος II - Ευρωπαϊκό Δικαστήριο των Δικαιωμάτων του Ανθρώπου

Άρθρο 19 - Σύσταση του Δικαστηρίου

Προκειμένου να διασφαλισθεί ο σεβασμός των υποχρεώσεων που απορρέουν για τα Υψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη από την παρούσα Σύμβαση και τα Πρωτόκολλα αυτής, συστήνεται Ευρωπαϊκό Δικαστήριο των Δικαιωμάτων του Ανθρώπου, εφεξής αποκαλούμενο "το Δικαστήριο".

Το Δικαστήριο λειτουργεί σε μόνιμη βάση.

Άρθρο 20 - Αριθμός δικαστών

Το Δικαστήριο απαρτίζεται από αριθμό δικαστών ίσο προς εκείνο των Υψηλών Συμβαλλόμενων Μερών.

Άρθρο 21 - Όροι άσκησης των καθηκόντων

1. Οι δικαστές πρέπει να χαίρουν της υψηλότερης ηθικής εκτίμησης και να συγκεντρώνουν τα απαιτούμενα προσόντα για την άσκηση υψηλών δικαστικών καθηκόντων ή να είναι αναγνωρισμένης αυθεντίας νομομαθείς.

2. Οι δικαστές μετέχουν της συνθέσεως του Δικαστηρίου υπό την ατομική τους ιδιότητα.

3. Κατά τη διάρκεια της θητείας τους οι δικαστές δεν μπορούν να ασκούν καμία δραστηριότητα ασυμβίβαστη με τις απαιτήσεις περί ανεξαρτησίας, αμεροληψίας ή της υποχρέωσης να τελούν υπό τη διάθεση του Δικαστηρίου όπως αρμόζει σε δραστηριότητα πλήρους απασχόλησης. Ζητήματα που προκύπτουν από την εφαρμογή της παραγράφου αυτής διευθετούνται από το Δικαστήριο.

Άρθρο 22 - Εκλογή δικαστών

1. Οι δικαστές εκλέγονται από την Κοινοβουλευτική Συνέλευση για κάθε Υψηλό Συμβαλλόμενο Μέρος, με πλειοψηφία των ψηφιζόντων, επί τη βάσει καταλόγου τριών υποψηφίων που υποβάλλονται από το Υψηλό Συμβαλλόμενο Μέρος.

2. Η ίδια διαδικασία ακολουθείται για τη συμπλήρωση της συνθέσεως του Δικαστηρίου σε περίπτωση προσχώρησης νέων υψηλών Συμβαλλόμενων Μερών και για την πλήρωση των κενών θέσεων.

Άρθρο 23 - Διάρκεια θητείας

1. Οι δικαστές εκλέγονται για περίοδο έξι (6) ετών. Είναι επανεκλέξιμοι. Πάντως, η θητεία του ημίσεος των δικαστών που διορίζονται κατά την πρώτη εκλογή λήγει με τη συμπλήρωση τριετίας.

2. Οι δικαστές των οποίων η θητεία λήγει στο τέλος της αρχικής περιόδου των τριών (3) ετών ορίζονται με κλήρωση, που πραγματοποιείται από το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης αμέσως μετά από την εκλογή τους.

3. Για το σκοπό διασφάλισης, στο μέτρο του δυνατού, της ανανέωσης της θητείας του ημίσεος των δικαστών ανά τριετία, η Κοινοβουλευτική Συνέλευση μπορεί, προτού προβεί σε οποιαδήποτε μεταγενέστερη εκλογή, να αποφασίσει ότι μία ή περισσότερες θητείες των προς εκλογή δικαστών θα έχουν διάρκεια άλλη από εκείνη των έξι (6) ετών, χωρίς να μπορεί ωστόσο αυτή να υπερβαίνει τα εννέα (9) έτη ή να είναι μικρότερη από τρία (3) έτη.

4. Στην περίπτωση που υπάρχει ανάγκη καθορισμού περισσότερων θητειών και όπου η Κοινοβουλευτική Συνέλευση εφαρμόζει την προηγούμενη παράγραφο, η κατανομή των θητειών γίνεται σύμφωνα με κλήρωση που πραγματοποιεί ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης αμέσως μετά την εκλογή.

5. Ο δικαστής που εκλέγεται σε αντικατάσταση δικαστή του οποίου η θητεία δεν έχει λήξει συμπληρώνει το υπόλοιπο της θητείας του προκατόχου του.

6. Η θητεία των δικαστών λήγει μόλις συμπληρώσουν το 70ό έτος.

7. Οι δικαστές παραμένουν εν ενεργεία μέχρι να αντικατασταθούν. Συνεχίζουν πάντως να χειρίζονται τις υποθέσεις που έχουν ήδη αναλάβει.

Άρθρο 24 – Ανάκληση

Ένας δικαστής δεν μπορεί να απαλλαγεί από τα καθήκοντά του παρά μόνον εάν οι λοιποί δικαστές αποφασίσουν, με πλειοψηφία των δύο τρίτων, ότι έπαυσε να πληροί τις απαιτούμενες προϋποθέσεις.

Άρθρο 25 - Γραμματεία και ελεγκτές λογαριασμών

Το Δικαστήριο διαθέτει μία Γραμματεία, της οποίας τα καθήκοντα και η οργάνωση ορίζονται από τον κανονισμό του Δικαστηρίου. Επικουρείται από τους ελεγκτές λογαριασμών.

Άρθρο 26 – Ολομέλεια του Δικαστηρίου

Η Ολομέλεια του Δικαστηρίου:

α. εκλέγει, για διάρκεια τριών (3) ετών, τον Πρόεδρο του Δικαστηρίου και έναν ή δύο Αντιπροέδρους. Είναι επανεκλέξιμοι,

β. συστήνει Τμήματα για ορισμένο χρονικό διάστημα,

γ. εκλέγει τους Προέδρους των Τμημάτων του Δικαστηρίου, που είναι επανεκλέξιμοι,

δ. υιοθετεί τον κανονισμό του Δικαστηρίου και

ε. εκλέγει το Γραμματέα και έναν ή περισσότερους βοηθούς γραμματείς.

Άρθρο 27 – Επιτροπές, Τμήματα και Τμήμα Ευρείας Συνθέσεως

1. Για την εξέταση των υποθέσεων που παραπέμπονται ενώπιόν του, το Δικαστήριο συνεδριάζει σε Επιτροπές από τρεις δικαστές, σε Τμήματα από επτά δικαστές και σε ένα Τμήμα Ευρείας Σύνθεσης από δεκαεπτά δικαστές. Τα Τμήματα του Δικαστηρίου συγκροτούν τις Επιτροπές για ορισμένο χρονικό διάστημα.

2. Ο δικαστής που εκλέγεται για ένα διάδικο κράτος είναι αυτοδίκαια μέλος του Τμήματος και του Τμήματος Ευρείας Συνθέσεως, σε περίπτωση απουσίας του δικαστή αυτού ή οσάκις δεν είναι σε θέση να μετάσχει της συνθέσεως το εν λόγω διάδικο κράτος ορίζει πρόσωπο που παρίσταται ως δικαστής.

3. Συμμετέχουν επίσης στο Τμήμα Ευρείας Συνθέσεως ο Πρόεδρος του Δικαστηρίου, οι Αντιπρόεδροι, οι Πρόεδροι των Τμημάτων και άλλοι δικαστές που ορίζονται σύμφωνα με τον κανονισμό του Δικαστηρίου. Όταν η υπόθεση παραπέμπεται στο Τμήμα Ευρείας Συνθέσεως, δυνάμει του άρθρου 43, κανένας δικαστής του Τμήματος που εξέδωσε την απόφαση δεν μπορεί να συμμετέχει, πλην του Προέδρου του Τμήματος και του δικαστή που συμμετείχε για το διάδικο κράτος.

Άρθρο 28 – Δηλώσεις περί του απαραδέκτου από τις Επιτροπές

Μία Επιτροπή μπορεί, ομόφωνα, να κηρύξει ως απαράδεκτη ή να διαγράψει από το πινάκιο μία ατομική προσφυγή, που υποβάλλεται δυνάμει του άρθρου 34, οσάκις μία τέτοια απόφαση μπορεί να ληφθεί χωρίς συμπληρωματική εξέταση. Η απόφαση είναι οριστική.

Άρθρο 29 – Αποφάσεις των Τμημάτων περί του παραδεκτού και της ουσίας

1. Εάν καμία απόφαση δεν ελήφθη δυνάμει του άρθρου 28, το Τμήμα αποφαίνεται επί του παραδεκτού και της ουσίας των ατομικών προσφυγών που υποβάλλονται δυνάμει του άρθρου 34.

2. Το Τμήμα κρίνει επί του παραδεκτού και της ουσίας των προσφυγών κρατών που υποβάλλονται δυνάμει του άρθρου 33.

3. Η απόφαση περί του παραδεκτού λαμβάνεται ξεχωριστά, εκτός αν το Δικαστήριο αποφασίσει διαφορετικά σε εξαιρετικές περιπτώσεις.

Άρθρο 30 – Παραίτηση υπέρ του Τμήματος Ευρείας Συνθέσεως

Εάν η υπόθεση που εκκρεμεί ενώπιον ενός Τμήματος εγείρει σοβαρό ζήτημα ως προς την ερμηνεία της Σύμβασης ή των Πρωτοκόλλων της ή εάν η επίλυση ενός ζητήματος μπορεί να έρχεται σε αντίθεση με προηγούμενη απόφαση του Δικαστηρίου, το Τμήμα μπορεί, εφόσον δεν έχει ακόμα εκδώσει απόφαση να παραιτηθεί υπέρ του Τμήματος Ευρείας Συνθέσεως, εφόσον δεν αντιτίθεται ένας από τους διαδίκους.

Άρθρο 31 – Αρμοδιότητες του Τμήματος Ευρείας Συνθέσεως

Το Τμήμα Ευρείας Συνθέσεως: α) αποφαίνεται επί των προσφυγών που υποβάλλονται δυνάμει του άρθρου 33 ή του άρθρου 34, οσάκις η υπόθεση παρεπέμφθη σε αυτό από το Τμήμα δυνάμει του άρθρου 30 ή οσάκις η υπόθεση παρεπέμφθη σε αυτό δυνάμει του άρθρου 43 και β) εξετάζει αιτήσεις για γνωμοδοτήσεις που υποβάλλονται δυνάμει του άρθρου 47.

Άρθρο 32 – Δικαιοδοσία του Δικαστηρίου

1. Η δικαιοδοσία του Δικαστηρίου επεκτείνεται εφ' όλων των θεμάτων που αφορούν την ερμηνεία και την εφαρμογή της Σύμβασης και των Πρωτοκόλλων της, που του υποβάλλονται υπό τις προϋποθέσεις που προβλέπονται από τα άρθρα 33, 34 και 47.

2. Σε περίπτωση αμφισβήτησης όσον αφορά τη δικαιοδοσία του Δικαστηρίου, αποφασίζει το Δικαστήριο.

Άρθρο 33 – Διακρατικές υποθέσεις

Κάθε Υψηλό Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να προσφεύγει στο Δικαστήριο για κάθε παραβίαση των διατάξεων της Σύμβασης και των Πρωτοκόλλων της, που θεωρεί ότι μπορεί να καταλογισθεί σε ένα άλλο Υψηλό Συμβαλλόμενο Μέρος.

Άρθρο 34 – Ατομικές προσφυγές

Το Δικαστήριο μπορεί να επιληφθεί της εξέτασης προσφυγής που υποβάλλεται από κάθε φυσικό πρόσωπο, μη κυβερνητικό οργανισμό ή ομάδα ατόμων, που ισχυρίζεται ότι είναι θύμα παραβίασης, από ένα από τα Υψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη, των δικαιωμάτων που αναγνωρίζονται στη Σύμβαση ή στα Πρωτόκολλά της.

Τα Υψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να μην παρεμποδίζουν με κανένα μέτρο την αποτελεσματική άσκηση του δικαιώματος αυτού.

Άρθρο 35 - Προϋποθέσεις παραδεκτού

1. Το Δικαστήριο δεν μπορεί να επιληφθεί προσφυγής παρά μόνο αφού εξαντληθούν τα εσωτερικά ένδικα μέσα, όπως αυτά νοούνται σύμφωνα με τις γενικώς παραδεδεγμένες αρχές του δικαίου και εντός προθεσμίας έξι (6) μηνών από της ημερομηνίας της τελεσιδικίας της εσωτερικής απόφασης.
2. Το Δικαστήριο δεν θα επιληφθεί καμίας ατομικής προσφυγής που υποβάλλεται κατ' εφαρμογή του άρθρου 34, εφόσον αυτή:
α. είναι ανώνυμη ή
β. είναι ουσιαστικά όμοια με προσφυγή που έχει προηγουμένως εξετασθεί από το Δικαστήριο ή έχει ήδη υποβληθεί σε άλλη διεθνή διαδικασία που διερευνά ή επιλύει διαφορές και εφόσον δεν περιέχει νέα στοιχεία.
3. Το Δικαστήριο κηρύττει απαράδεκτη κάθε ατομική προσφυγή που υποβάλλεται κατ' εφαρμογή του άρθρου 34, οσάκις εκτιμά ότι η προσφυγή είναι ασυμβίβαστη προς τις διατάξεις της Σύμβασης ή των Πρωτοκόλλων της, εκδήλως αβάσιμη ή καταχρηστική.
4. Το Δικαστήριο απορρίπτει κάθε προσφυγή που θεωρεί απαράδεκτη κατ' εφαρμογή του παρόντος άρθρου. Μπορεί να πράξει καθ' όμοιο τρόπο σε κάθε στάδιο της διαδικασίας.

Άρθρο 36 - Παρέμβαση τρίτου

1. Σε κάθε υπόθεση ενώπιον Τμήματος ή του Τμήματος Ευρείας Συνθέσεως, το Υψηλό Συμβαλλόμενο Μέρος του οποίου υπήκοος είναι ο αιτών, έχει το δικαίωμα να υποβάλλει παρατηρήσεις και να λάβει μέρος στις ακροαματικές διαδικασίες.
2. Στα πλαίσια της ορθής απονομής της δικαιοσύνης, ο Πρόεδρος του Δικαστηρίου μπορεί να καλέσει κάθε Υψηλό Συμβαλλόμενο Μέρος που δεν είναι διάδικο ή κάθε ενδιαφερόμενο πρόσωπο πλην του αιτούντος, να υποβάλουν εγγράφως παρατηρήσεις ή να λάβουν μέρος στις ακροαματικές διαδικασίες.

Άρθρο 37 - Διαγραφή

1. Ανά πάσα στιγμή της διαδικασίας, το Δικαστήριο μπορεί να αποφασίσει τη διαγραφή της προσφυγής από το πινάκιο, οσάκις οι περιστάσεις του επιτρέπουν να συμπεράνει: α) ότι ο αιτών δεν επιθυμεί πλέον την εκδίκασή της, β) ή ότι η διαφορά διευθετήθηκε, ή γ) ότι για οποιονδήποτε άλλο λόγο του οποίου την ύπαρξη διαπιστώνει το Δικαστήριο, δεν αιτιολογείται πλέον η περαιτέρω εξέταση της προσφυγής.
Πάντως, το Δικαστήριο προβαίνει στην εξέταση της προσφυγής εάν τούτο απαιτείται από το σεβασμό των δικαιωμάτων του ανθρώπου που εγγυάται η Σύμβαση και τα Πρωτόκολλά της.
2. Το Δικαστήριο μπορεί να αποφασίσει την επανεγγραφή μιας προσφυγής στο πινάκιο, εφόσον εκτιμά ότι τούτο αιτιολογείται από τις περιστάσεις.

Άρθρο 38 - Κατ' αντιμωλία εξέταση της υπόθεσης και διαδικασία φιλικού διακανονισμού

1. Εάν το Δικαστήριο κηρύξει μία προσφυγή παραδεκτή, τούτο:
α. προβαίνει στην κατ' αντιμωλία εξέταση της υπόθεσης με τους εκπροσώπους των διαδίκων και εάν χρειάζεται διενεργεί έρευνα, για την αποτελεσματική διεξαγωγή της οποίας τα ενδιαφερόμενα κράτη παρέχουν όλες τις αναγκαίες διευκολύνσεις,
β. τίθεται στη διάθεση των ενδιαφερομένων προκειμένου να επιτευχθεί φιλικός διακανονισμός της υπόθεσης βάσει του σεβασμού των δικαιωμάτων του ανθρώπου, όπως αυτά αναγνωρίζονται από τη Σύμβαση και τα Πρωτόκολλά της.
2. Η διαδικασία που περιγράφεται στην παράγραφο 1.β είναι απόρρητη.

Άρθρο 39 - Επίτευξη φιλικού διακανονισμού

Σε περίπτωση φιλικού διακανονισμού, το Δικαστήριο διαγράφει την υπόθεση από το πινάκιο με απόφαση που περιορίζεται σε μία σύντομη έκθεση των γεγονότων και της λύσης που υιοθετήθηκε.

Άρθρο 40 - Δημόσια συνεδρίαση και πρόσβαση στα έγγραφα

1. Η συνεδρίαση είναι δημόσια, εκτός αν το Δικαστήριο αποφασίσει διαφορετικά λόγω εξαιρετικών συνθηκών.
2. Το κοινό έχει πρόσβαση στα έγγραφα που κατατίθενται στη Γραμματεία, εκτός αν ο Πρόεδρος του Δικαστηρίου αποφασίσει διαφορετικά.

Άρθρο 41 - Δίκαιη ικανοποίηση

Εάν το Δικαστήριο κρίνει ότι υπήρξε παραβίαση της Σύμβασης ή των Πρωτοκόλλων της, και αν το εσωτερικό δίκαιο του Υψηλού Συμβαλλόμενου Μέρους δεν επιτρέπει παρά μόνο ατελή εξάλειψη των συνεπειών της παραβίασης αυτής, το Δικαστήριο χορηγεί, εφόσον είναι αναγκαίο, στον παθόντα δίκαιη ικανοποίηση.

Άρθρο 42 - Αποφάσεις των Τμημάτων

Οι αποφάσεις των Τμημάτων καθίστανται οριστικές σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 44 παράγραφος 2.

Άρθρο 43 - Παραπομπή ενώπιον του Τμήματος Ευρείας Σύνθεσης

1. Εντός τρίμηνης προθεσμίας από της εκδόσεως αποφάσεως του Τμήματος, κάθε διάδικος μπορεί, σε εξαιρετικές περιπτώσεις, να ζητήσει την παραπομπή της υπόθεσης ενώπιον του Τμήματος Ευρείας Σύνθεσης.
2. Συμβούλιο των πέντε δικαστών του Τμήματος Ευρείας Σύνθεσης δέχεται την αίτηση, εάν η υπόθεση θέτει σοβαρό ζήτημα όσον αφορά την ερμηνεία ή την εφαρμογή της Σύμβασης ή των Πρωτοκόλλων της ή ακόμα ένα σοβαρό ζήτημα γενικής φύσης.
3. Εάν το Συμβούλιο δεχθεί την αίτηση, το Τμήμα

Ευρείας Σύνθεσης εκδίδει απόφαση επί της υποθέσεως.

Άρθρο 44 - Οριστικές αποφάσεις

1. Η απόφαση του Τμήματος Ευρείας Σύνθεσης είναι οριστική.

2. Η απόφαση του Τμήματος καθίσταται οριστική:

α. οσάκις οι διάδικοι δηλώνουν ότι δεν θα ζητήσουν την παραπομπή της υπόθεσης ενώπιον του Τμήματος Ευρείας Συνθέσεως ή

β. τρεις (3) μήνες μετά την ημερομηνία της απόφασης εάν δεν ζητήθηκε η παραπομπή της υπόθεσης ενώπιον του Τμήματος Ευρείας Συνθέσεως ή

γ. οσάκις το Συμβούλιο του Τμήματος Ευρείας Συνθέσεως απορρίπτει τη σχετική με την παραπομπή αίτηση που συντάσσεται κατ' εφαρμογή του άρθρου 43.

Άρθρο 45 - Αιτιολογία αποφάσεων

1. Οι δικαστικές αποφάσεις, καθώς επίσης και οι αποφάσεις που κηρύσσουν τις αιτήσεις παραδεκτές ή απαράδεκτες, είναι αιτιολογημένες.

2. Εάν η δικαστική απόφαση δεν εκφράζει εν όλω ή εν μέρει την ομόφωνη γνώμη των δικαστών, κάθε δικαστής έχει δικαίωμα να επισυνάψει έκθεση της προσωπικής του γνώμης.

Άρθρο 46 - Υποχρεωτική ισχύς και εκτέλεση των δικαστικών αποφάσεων

1. Τα Υψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να συμμορφώνονται προς τις οριστικές αποφάσεις του Δικαστηρίου επί των διαφορών στις οποίες είναι διάδικοι.

2. Η οριστική απόφαση του Δικαστηρίου διαβιβάζεται στην Επιτροπή των Υπουργών που εποπτεύει την εκτέλεση της εν λόγω απόφασης.

Άρθρο 47 - Γνωμοδοτήσεις

1. Το Δικαστήριο μπορεί, μετά από αίτηση της Επιτροπής των Υπουργών, να εκδίδει γνωμοδοτήσεις για νομικά θέματα που αφορούν στην ερμηνεία της Σύμβασης και των Πρωτοκόλλων της.

2. Οι γνωμοδοτήσεις αυτές δεν μπορούν να αναφέρονται ούτε σε θέματα σχετικά με το περιεχόμενο ή την έκταση των δικαιωμάτων και των ελευθεριών που ορίζονται στον τίτλο Ι της Σύμβασης και στα Πρωτόκολλα, ούτε στα λοιπά θέματα τα οποία το Δικαστήριο ή η Επιτροπή των Υπουργών πρέπει ενδεχομένως να εξετάσουν λόγω υποβολής προσφυγής κατά τη Σύμβαση.

3. Η απόφαση της Επιτροπής των Υπουργών να ζητήσει από το Δικαστήριο γνωμοδότηση λαμβάνεται με πλειοψηφία των εκπροσώπων που έχουν το δικαίωμα να μετέχουν στην Επιτροπή.

Άρθρο 48 - Αρμοδιότητα για έκδοση γνωμοδοτήσεων του Δικαστηρίου

Το Δικαστήριο κρίνει κατά πόσον η αίτηση για παροχή γνωμοδότησης, η οποία υποβάλλεται από την Επιτροπή των Υπουργών, υπάγεται στην αρμοδιότητά του σύμφωνα με το άρθρο 47.

Άρθρο 49 - Αιτιολογία των γνωμοδοτήσεων

1. Η γνωμοδότηση του Δικαστηρίου είναι αιτιολογημένη.

2. Εάν η γνωμοδότηση δεν εκφράζει εν όλω ή εν μέρει την ομόφωνη γνώμη των δικαστών, κάθε δικαστής έχει δικαίωμα να επισυνάψει έκθεση με την προσωπική του γνώμη.

3. Η γνωμοδότηση του Δικαστηρίου διαβιβάζεται στην Επιτροπή των Υπουργών.

Άρθρο 50 - Έξοδα λειτουργίας του Δικαστηρίου

Τα έξοδα λειτουργίας του Δικαστηρίου βαρύνουν το Συμβούλιο της Ευρώπης.

Άρθρο 51 - Προνόμια και ασυλίες των δικαστών

Οι δικαστές απολαμβάνουν, κατά την άσκηση των καθηκόντων τους, των προνομίων και ασυλιών που προβλέπονται στο άρθρο 40 του Καταστατικού του Συμβουλίου της Ευρώπης και στις συμφωνίες που έχουν συναφθεί δυνάμει του άρθρου αυτού."

ΑΡΘΡΟ 2

1. Ο τίτλος V της Σύμβασης γίνεται τίτλος ΙΙΙ της Σύμβασης· το άρθρο 57 της Σύμβασης γίνεται άρθρο 52 της Σύμβασης· τα άρθρα 58 και 59 της Σύμβασης καταργούνται και τα άρθρα 60 έως 66 της Σύμβασης γίνονται άρθρα 53 έως 59 αντίστοιχα της Σύμβασης.

2. Ο τίτλος Ι της Σύμβασης φέρει τον τίτλο "Δικαιώματα και Ελευθερίες" και ο νέος τίτλος ΙΙΙ "Διάφορες Διατάξεις". Οι τίτλοι που αναγράφονται στο παράρτημα του παρόντος Πρωτοκόλλου απονέμονται στα άρθρα 1 έως 18 και στα νέα άρθρα 52 έως 59 της Σύμβασης.

3. Στο νέο άρθρο 56 στην παράγραφο 1, να προστεθούν οι λέξεις "με την επιφύλαξη της παραγράφου 4 του παρόντος άρθρου," μετά τη λέξη "θα εφαρμόζεται". Στην παράγραφο 4, οι λέξεις "Επιτροπή" και "σύμφωνα με το άρθρο 25 της Σύμβασης" αντικαθίστανται αντίστοιχα από τις λέξεις "Δικαστήριο" και "όπως προβλέπεται από το άρθρο 34 της Σύμβασης". Στο νέο άρθρο 58 παράγραφος 4, οι λέξεις "το άρθρο 63" αντικαθίστανται από τις λέξεις "το άρθρο 56".

4. Το πρόσθετο Πρωτόκολλο στη Σύμβαση τροποποιείται ως εξής:

α. τα άρθρα με τους τίτλους που απαριθμούνται στο παράρτημα του παρόντος Πρωτοκόλλου, και

β. στο άρθρο 4, στην τελευταία φράση, οι λέξεις "του άρθρου 63" αντικαθίστανται από τις λέξεις "του άρθρου 56".

5. Το υπ' αριθ. 4 Πρωτόκολλο τροποποιείται ως εξής:

α. τα άρθρα αναγράφονται με τους τίτλους που απαριθμούνται στο παράρτημα του παρόντος Πρωτοκόλλου,

β. στο άρθρο 5 παράγραφος 3, οι λέξεις "του άρθρου 63" αντικαθίστανται από τις λέξεις "του άρθρου 56" προστίθεται μία νέα παράγραφος, που έχει ως εξής:

"Κάθε Κράτος που έχει κάνει δήλωση σύμφωνα με την παράγραφο 1 ή 2 του παρόντος άρθρου μπορεί, ανά πάσα στιγμή στη συνέχεια, να δηλώσει σε σχέση προς ένα ή περισσότερα από τα εδάφη που μνημονεύονται στη δήλωση αυτή, ότι δέχεται την αρμοδιότητα του Δικαστηρίου να επιλαμβάνεται των προσφυγών φυ-

σικών προσώπων, μη κυβερνητικών οργανισμών ή ομάδων ιδιωτών, όπως τούτο προβλέπεται από το άρθρο 34 της Σύμβασης, δυνάμει των άρθρων 1 έως 4 του παρόντος Πρωτοκόλλου ή ορισμένων εξ αυτών" και

γ. η παράγραφος 2 του άρθρου 6 καταργείται.

6. Το υπ' αρ. 6 Πρωτόκολλο τροποποιείται ως ακολούθως:

α. τα άρθρα αναγράφονται με τους τίτλους που απαριθμούνται στο παράρτημα του παρόντος Πρωτοκόλλου και

β. στο άρθρο 4 οι λέξεις "δυνάμει του άρθρου 64" αντικαθίστανται από τις λέξεις "δυνάμει του άρθρου 57".

7. Το υπ' αρ. 7 Πρωτόκολλο τροποποιείται ως εξής:

α. τα άρθρα αναγράφονται με τους τίτλους που απαριθμούνται στο παράρτημα του παρόντος Πρωτοκόλλου·

β. στο άρθρο 6 παράγραφος 4, οι λέξεις "του άρθρου 63" αντικαθίστανται από τις λέξεις "του άρθρου 56"· προστίθεται μία νέα παράγραφος 6, που έχει ως εξής:

"Κάθε Κράτος που έχει κάνει δήλωση σύμφωνα με την παράγραφο 1 ή 2 του παρόντος άρθρου μπορεί, ανά πάσα στιγμή στη συνέχεια, να δηλώσει σε σχέση με ένα ή περισσότερα από τα εδάφη που αναφέρονται στη δήλωση αυτή, ότι δέχεται την αρμοδιότητα του Δικαστηρίου να επιλαμβάνεται των προσφυγών φυσικών προσώπων, μη κυβερνητικών οργανισμών ή ομάδων ιδιωτών, όπως αυτό προβλέπεται από το άρθρο 34 της Σύμβασης, δυνάμει των άρθρων 1 έως 5 του παρόντος Πρωτοκόλλου"· και

γ. η παράγραφος 2 του άρθρου 7 καταργείται.

8. Το υπ' αρ. 9 Πρωτόκολλο καταργείται.

ΑΡΘΡΟ 3

1. Το παρόν Πρωτόκολλο είναι ανοικτό για υπογραφή από τα Κράτη - μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης που έχουν υπογράψει τη Σύμβαση, τα οποία μπορούν να εκφράσουν τη συγκατάθεσή τους να δεσμευθούν με:

α. υπογραφή χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης· ή

β. υπογραφή με την επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης, που να ακολουθείται από επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση.

2. Τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης κατατίθενται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

ΑΡΘΡΟ 4

Το παρόν Πρωτόκολλο τίθεται σε ισχύ την πρώτη ημέρα του μήνα που έπεται της εκπνοής περιόδου ενός έτους, μετά την ημερομηνία κατά την οποία όλα τα Μέρη της Σύμβασης έχουν εκφράσει τη συγκατάθεσή τους να δεσμευθούν από το Πρωτόκολλο, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 3. Η εκλογή των νέων δικαστών μπορεί να γίνει, και οποιοδήποτε άλλο μέτρο που απαιτείται για την ίδρυση του νέου Δικαστηρίου μπορεί να ληφθεί, σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου, από της ημερομηνίας κατά την οποία όλα τα Μέρη της Σύμβασης θα έχουν εκφράσει τη συγκατάθεσή τους να δεσμευθούν από το Πρωτόκολλο.

ΑΡΘΡΟ 5

1. Χωρίς να θίγονται οι διατάξεις των κατωτέρω παραγράφων 3 και 4, η θητεία των δικαστών, των μελών της Επιτροπής, του Γραμματέα και του Βοηθού Γραμματέα λήγει την ημέρα έναρξης ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου.

2. Οι εκκρεμείς ενώπιον της Επιτροπής προσφυγές που δεν έχουν ακόμα κηρυχθεί παραδεκτές κατά την ημερομηνία έναρξης ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου εξετάζονται από το Δικαστήριο, σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου.

3. Τις προσφυγές που έχουν κηρυχθεί παραδεκτές κατά την ημερομηνία έναρξης ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου συνεχίζουν να χειρίζονται τα μέλη της Επιτροπής κατά το επόμενο έτος. Όλες οι υποθέσεις των οποίων η εξέταση δεν έχει ολοκληρωθεί κατά τη διάρκεια της περιόδου αυτής, διαβιβάζονται στο Δικαστήριο που τις εξετάζει, ως παραδεκτές προσφυγές, σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου.

4. Για τις προσφυγές για τις οποίες η Επιτροπή, μετά την έναρξη ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου, έχει υιοθετήσει έκθεση, σύμφωνα με το παλαιό άρθρο 31 της Σύμβασης, η έκθεση διαβιβάζεται στα μέρη που έχουν τη δυνατότητα να τη δημοσιεύσουν. Σύμφωνα με τις εφαρμοστέες προ της ενάρξεως ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου διατάξεις, μία υπόθεση μπορεί να παραπεμφθεί στο Δικαστήριο. Το σώμα του Τμήματος Ευρείας Σύνθεσης ορίζει εάν ένα από τα Τμήματα ή το Τμήμα Ευρείας Σύνθεσης πρέπει να αποφανθεί όσον αφορά την υπόθεση. Εάν ένα Τμήμα αποφανθεί όσον αφορά την υπόθεση, η απόφασή του είναι οριστική. Οι υποθέσεις που δεν παραπέμπονται στο Δικαστήριο εξετάζονται από την Επιτροπή Υπουργών που ενεργεί σύμφωνα με τις διατάξεις του παλαιού άρθρου 32 της Σύμβασης.

5. Οι εκκρεμείς, ενώπιον του Δικαστηρίου, υποθέσεις των οποίων η εξέταση δεν έχει ακόμα ολοκληρωθεί κατά την ημερομηνία έναρξης ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου, διαβιβάζονται στην Ολομέλεια του Δικαστηρίου, που αποφαίνεται όσον αφορά την υπόθεση σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου.

6. Οι εκκρεμείς ενώπιον της Επιτροπής των Υπουργών υποθέσεις, των οποίων η εξέταση, δυνάμει του παλαιού άρθρου 32, δεν έχει ακόμα ολοκληρωθεί κατά την ημερομηνία έναρξης ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου, ρυθμίζονται από την Επιτροπή Υπουργών που ενεργεί σύμφωνα με το άρθρο αυτό.

ΑΡΘΡΟ 6

Ευθύς μόλις ένα Υψηλό Συμβαλλόμενο Μέρος αναγνωρίσει την αρμοδιότητα της Επιτροπής ή τη δικαιοδοσία του Δικαστηρίου με τη δήλωση που προβλέπεται στο παλαιό άρθρο 25 ή στο παλαιό άρθρο 46 της Σύμβασης αποκλειστικά και μόνο όσον αφορά μεταγενέστερες αυτής της δήλωσης υποθέσεις ή τις υποθέσεις που βασίζονται σε μεταγενέστερα αυτής της δήλωσης γεγονότα, ο περιορισμός αυτός συνεχίζει να εφαρμόζεται ως προς τη δικαιοδοσία του Δικαστηρίου σύμφωνα με το παρόν Πρωτόκολλο.

ΑΡΘΡΟ 7

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης γνωστοποιεί στα Κράτη- μέλη του Συμβουλίου:

α. κάθε υπογραφή,

β. την κατάθεση κάθε εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης,

γ. την ημερομηνία έναρξης της ισχύος του παρόντος

Πρωτοκόλλου ή ορισμένων από τις διατάξεις του σύμφωνα με το άρθρο 4, και

δ. κάθε άλλη πράξη, γνωστοποίηση ή κοινοποίηση σχετική με το παρόν Πρωτόκολλο.

Σε πίστωση των ανωτέρω, οι υπογράφοντες, δεόντως εξουσιοδοτημένοι για το σκοπό αυτόν, υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο.

Έγινε στο Στρασβούργο, στις 11 Μαίου 1994, στη γαλλική και αγγλική γλώσσα, αμφοτέρων των κειμένων εχόντων την αυτή ισχύ, σε ένα μόνο αντίτυπο που θα κατατεθεί στα αρχεία του Συμβουλίου της Ευρώπης. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης κοινοποιεί επικυρωμένο αντίγραφο σε καθένα από τα Κράτη - μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Τίτλοι άρθρων προς καταχώριση στο κείμενο της Σύμβασης για την Προστασία των Δικαιωμάτων του Ανθρώπου και των Θεμελιωδών Ελευθεριών και των Πρωτοκόλλων αυτής. *

Άρθρο 1 - Υποχρέωση σεβασμού των δικαιωμάτων του ανθρώπου.
Άρθρο 2 - Το δικαίωμα στη ζωή.
Άρθρο 3 - Απαγόρευση των βασανιστηρίων.
Άρθρο 4 - Απαγόρευση της δουλείας και των καταναγκαστικών έργων.
Άρθρο 5 - Το δικαίωμα στην προσωπική ελευθερία και ασφάλεια.
Άρθρο 6 - Δικαίωμα στη χρήση και απονομή δικαιοσύνης.
Άρθρο 7 - Μη επιβολή ποινής άνευ νόμου.
Άρθρο 8 - Δικαίωμα σεβασμού της ιδιωτικής και οικογενειακής ζωής.
Άρθρο 9 - Ελευθερία σκέψης, συνείδησης και θρησκείας.
Άρθρο 10 - Ελευθερία έκφρασης.
Άρθρο 11 - Ελευθερία του συνέρχεσθαι και συνεταιρίζεσθαι.
Άρθρο 12 - Δικαίωμα συνάψεως γάμου.
Άρθρο 13 - Δικαίωμα πραγματικής προσφυγής.
Άρθρο 14 - Απαγόρευση των διακρίσεων.
Άρθρο 15 - Παρέκκλιση σε περίπτωση έκτακτης ανάγκης.
Άρθρο 16 - Περιορισμοί στην πολιτική δραστηριότητα των αλλοδαπών.
Άρθρο 17 - Απαγόρευση κατάχρησης δικαιώματος.
Άρθρο 18 - Όρια στη χρήση των περιορισμών σε δικαιώματα.

(........)

Άρθρο 52 - Έρευνες του Γενικού Γραμματέα.
Άρθρο 53 - Προστασία των αναγνωρισμένων δικαιωμάτων του ανθρώπου.
Άρθρο 54 - Εξουσίες της Επιτροπής Υπουργών.
Άρθρο 55 - Παραίτηση από άλλους τρόπους επίλυσης των διαφορών.
Άρθρο 56 - Εδαφική εφαρμογή.
Άρθρο 57 - Επιφυλάξεις.
Άρθρο 58 - Καταγγελία.
Άρθρο 59 - Υπογραφή και επικύρωση.

ΠΡΟΣΘΕΤΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ

Άρθρο 1 - Προστασία της ιδιοκτησίας.
Άρθρο 2 - Δικαίωμα στην εκπαίδευση.
Άρθρο 3 - Δικαίωμα για ελεύθερες εκλογές.
Άρθρο 4 - Εδαφική εφαρμογή.
Άρθρο 5 - Σχέσεις με τη Σύμβαση.
Άρθρο 6 - Υπογραφή και επικύρωση.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΥΠ' ΑΡ. 4

Άρθρο 1 - Απαγόρευση φυλάκισης για χρέος.
Άρθρο 2 - Ελευθερία κυκλοφορίας.
Άρθρο 3 - Απαγόρευση απέλασης υπηκόων.
Άρθρο 4 - Απαγόρευση ομαδικών απελάσεων αλλοδαπών.
Άρθρο 5 - Εδαφική εφαρμογή.
Άρθρο 6 - Σχέσεις με τη Σύμβαση.
Άρθρο 7 - Υπογραφή και επικύρωση.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΥΠ' ΑΡ. 6

Άρθρο 1 - Κατάργηση της θανατικής ποινής.
Άρθρο 2 - Θανατική ποινή σε περίοδο πολέμου.
Άρθρο 3 - Απαγόρευση παρεκκλίσεων.
Άρθρο 4 - Απαγόρευση επιφυλάξεων.
Άρθρο 5 - Εδαφική εφαρμογή.
Άρθρο 6 - Σχέσεις με τη Σύμβαση.
Άρθρο 7 - Υπογραφή και επικύρωση.
Άρθρο 8 - Έναρξη ισχύος.
Άρθρο 9 - Καθήκοντα του θεματοφύλακα.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΥΠ' ΑΡ. 7

Άρθρο 1 - Διαδικαστικές εγγυήσεις σε περίπτωση απέλασης αλλοδαπών.
Άρθρο 2 - Δικαίωμα για διπλό βαθμό δικαιοδοσίας σε θέματα ποινικού δικαίου.
Άρθρο 3 - Δικαίωμα αποζημίωσης σε περίπτωση δικαστικής πλάνης.
Άρθρο 4 - Δικαίωμα κάθε προσώπου να μη δικάζεται ή να τιμωρείται δύο φορές για το ίδιο αδίκημα.
Άρθρο 5 - Ισότητα μεταξύ συζύγων.
Άρθρο 6 - Εδαφική εφαρμογή.
Άρθρο 7 - Σχέσεις με τη Σύμβαση.
Άρθρο 8 - Υπογραφή και επικύρωση.
Άρθρο 9 - Έναρξη ισχύος.
Άρθρο 10 - Καθήκοντα του θεματοφύλακα.

* Οι τίτλοι των νέων άρθρων 19 έως 51 της Σύμβασης αναγράφονται ήδη στο παρόν Πρωτόκολλο.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και του Πρωτοκόλλου που κυρώνεται από την ολοκλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 4 αυτού.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 29 Μαΐου 1996

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΘΕΟΔ. ΠΑΓΚΑΛΟΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΕΛΕΥΘ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 30 Μαΐου 1996

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΛΕΥΘ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ